

Le président suppléant (M. Blaker): On est très impatient d'écouter le député de Regina-Est.

Des voix: Bravo!

M. DE JONG—LE MAINTIEN DU TARIF DU PAS DU NID-DE-CORBEAU

M. Simon de Jong (Regina-Est): Monsieur le Président, je tiens à exprimer ma reconnaissance à tous les députés qui veulent m'entendre présenter une pétition aujourd'hui, pétition qui émane surtout de citoyens d'Ottawa, en Ontario, et de la région d'Ottawa. Ils expriment leurs inquiétudes à propos du projet de loi à l'étude. Les pétitionnaires ont signé cette pétition qui est présentée à l'honorable Chambre des communes, en Parlement assemblée. Les soussignés, résidents du Canada, souhaitent se prévaloir de leur droit de présenter un grief commun et déclarer que les agriculteurs de l'ouest du Canada ont payé 131 millions de dollars pour exporter leurs céréales pendant la campagne agricole de 1981-1982. Ces exportations ont contribué pour 6.3 milliards de dollars à la balance commerciale. Je signale que ces citoyens de l'Ontario ne sont pas des agriculteurs mais qu'ils se rendent compte de la situation; les soussignés croient que cela représente un apport équitable à l'économie et que les agriculteurs de l'Ouest n'ont l'intention de payer que le tarif du Nid-de-Corbeau, sans modification. A ces causes, vos pétitionnaires demandent humblement qu'il plaise au Parlement de maintenir le tarif statutaire actuel de transport des céréales. Et vos pétitionnaires ne cesseront de prier. Je vous présente cette pétition, au nom de citoyens du Canada, surtout de l'Ontario, à vous et à la Chambre des communes.

ON DEMANDE DES ÉLECTIONS GÉNÉRALES

M. Donald W. Munro (Esquimalt-Saanich): Monsieur le Président, j'ai une pétition de 207 citoyens du Dominion du Canada, résidents de Brentwood, Inuvik, Sidney, Sooke et Victoria, qui souhaitent se prévaloir de leur droit séculaire et incontesté de présenter un grief commun, convaincus qu'ils sont que votre honorable Chambre saura y porter remède et ils déclarent humblement que, compte tenu du profond dilemme économique dans lequel se trouve le Canada à l'heure actuelle, du chômage généralisé, des faillites commerciales, et attendu que le gouvernement libéral a manifesté peu d'aptitude à régler cette crise catastrophique, les pétitionnaires ont perdu confiance dans le gouvernement du Canada, et ils insistent pour que le Parlement soit dissous et que des élections générales à l'échelon fédéral soient déclenchées immédiatement. Et vos pétitionnaires ne cesseront de prier.

[Français]

M. Roch La Salle (Joliette): Monsieur le Président, j'ai l'honneur et le devoir de présenter à l'honorable Chambre des communes réunie en Parlement aujourd'hui.

La pétition des soussignés citoyens du Canada qui se prévalent de leur droit ancien et indubitable de présenter un grief conjoint aux pétitionnaires dans l'assurance que l'honorable Chambre y apportera une solution.

Pétitions

Attendu qu'il existe au Canada une crise de conscience envers le gouvernement du Canada,

Attendu que cela doit être solutionné le plus tôt possible,

Attendu que la meilleure façon de le faire serait d'appeler immédiatement des élections générales,

Donc, nous les soussignés vous prions humblement et demandons au Parlement de prendre les mesures nécessaires pour rétablir la confiance dans le gouvernement du Canada.

Et les pétitionnaires, comme ils en ont le devoir, ne cesseront de prier pour que cela arrive le plus tôt possible.

• (1630)

[Traduction]

Le président suppléant (M. Blaker): La parole est au député d'Assiniboia (M. Gustafson), puis au député de The Battlefords-Meadow Lake (M. Anguish) et ensuite au député de Capilano (M. Huntington), dans cet ordre.

M. Len Gustafson (Assiniboia): Monsieur le Président, j'ai une pétition très sérieuse à présenter à l'honorable Chambre des communes ici réunie. Les soussignés, citoyens du Dominion du Canada, souhaitent se prévaloir de leur droit séculaire et incontesté de présenter un grief commun, convaincus que votre honorable assemblée saura y porter remède. Les soussignés déclarent humblement que le gouvernement du Canada n'inspire plus confiance à ses citoyens, qu'il faut remédier à cette situation le plus tôt possible et que le meilleur moyen de le faire consisterait à déclencher immédiatement des élections générales.

A ces causes, les pétitionnaires demandent humblement qu'il plaise au Parlement de prendre toutes les mesures nécessaires pour rétablir la confiance des citoyens dans le gouvernement du Canada. Et vos pétitionnaires ne cesseront de prier.

M. ANGUISH—L'INVASION DE LA GRENADÉ PAR LES FORCES AMÉRICAINES

M. Doug Anguish (The Battlefords-Meadow Lake): Monsieur le Président, j'ai eu le plaisir de me trouver hier soir à Guelph, en Ontario, avant la visite que le premier ministre (M. Trudeau) y faisait aujourd'hui. On m'a présenté une pétition de ceux qui s'y trouvaient hier soir, et on m'a demandé de la présenter au Parlement.

Les pétitionnaires, habitants du Canada et membres du Commonwealth britannique, demandent que le premier ministre du Canada signifie au président des États-Unis d'Amérique son indignation devant l'invasion perpétrée à la Grenade, autre pays du Commonwealth, par les forces armées américaines. Les pétitionnaires estiment qu'il n'y a pas dans les Amériques de pays qui soit à l'abri d'une violation de sa souveraineté si les États-Unis l'estiment vitale pour leurs intérêts étrangers. Les pétitionnaires s'adressent au Parlement au nom de tous les hommes et les femmes qui redoutent que par des actes aussi irraisonnés un pays aussi puissant que les États-Unis ne puisse plonger le monde dans un holocauste nucléaire.